

Burundi : La société civile et l'opposition regrettent le départ de l'ONU

RFI, 12-12-2014 L'ONU ferme officiellement son bureau au Burundi. L'ONU a officiellement fermé vendredi 12 décembre sa mission politique, le Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub) au cours d'une cérémonie de descente de drapeau à Bujumbura. Cette fermeture s'effectue après une vingtaine d'années de présence dans ce pays en proie à une longue guerre civile qui a duré de 1993 à 2006. Mais ce départ a lieu malgré des tensions politiques croissantes à quelques mois d'élections générales. La communauté internationale ne cache pas son inquiétude.

Les relations entre le gouvernement du Burundi et le Bnub, étaient devenues très conflictuelles. Des rapports dénoncent chaque année des violations massives des droits de l'homme dont des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires ou encore des restrictions de l'espace politique et médiatique. En avril, un câble diplomatique onusien révélait une distribution d'armes aux jeunes du parti au pouvoir au Burundi. L'information a été démentie par le gouvernement mais avait fuit dans la presse. Bujumbura a alors tout mis en œuvre pour obtenir la fermeture de cette mission. Aujourd'hui, c'est chose faite. Le ministre burundais des Relations extérieures, Laurent Kavakure, le confirme. « C'est un moment historique, mémorable. Je ne dirais pas comme l'accession à l'indépendance, mais je dirais que c'est la fin d'une période où le Burundi était considéré comme un pays post-conflit. Nous allons vers l'étape suivante vraiment de développement, sans cliché, sans image de pays post-conflit. » Et de rajouter : « C'est la fin d'une période. Nous allons vers une prochaine étape qui est une étape vraiment de développement, sans cliché, sans image de pays post-conflit. » « Pas dans le bon sens. » La société civile et l'opposition regrettent aujourd'hui ce départ alors que la tension ne cesse de monter, cinq mois des élections générales de 2015. Agathon Rwasa, le chef historique des ex-rebelles des FNL et principal opposant burundais, estime le fait « important mais pas dans le bon sens. Ce départ est prématuré parce que, sachez-vous, la tension politique qu'il y avait, il y a quelques années, n'a pu être désamorcée que grâce à l'intervention du Bnub. Malheureusement, ils partent maintenant. » Agathon Rwasa pense que la situation pourrait s'aggraver à tout moment, mais le ministre burundais des Relations extérieures se veut rassurant : « Nous aurons des élections justes et équitables », assure-t-il.